

Les nouvelles tendances de la théorie de la communication

Kaarle Nordenstreng

Résumé

Voici le texte d'une conférence prononcée en anglais par un chercheur finlandais, professeur de communication à l'université de Tampere. Les lecteurs de « Communication et langages » auront eu la possibilité de prendre connaissance de deux principaux courants animant actuellement les recherches en communication.

Dans le précédent numéro, Jacques Mousseau interrogeait Emile McAnany, responsable du développement international du célèbre Institut de la Communication de Stanford (Californie).

Aujourd'hui, nous publions le point de vue de Kaarle Nordenstreng, l'un des plus brillants représentants de ce que l'on peut appeler l'école Scandinave de la communication.

Partant des mêmes prémisses, les deux chercheurs aboutissent à des conclusions pourtant bien différentes.

Les prémisses communes : une certaine désaffection, une certaine méfiance à rencontre de la psychologie quant à ses apports à une science de la communication ; et cela plus particulièrement à l'égard du behaviorisme et de toute démarche de style positiviste.

Mais alors que cela conduit McAnany à une grande méfiance vis-à-vis de toute théorie générale et de toute politisation, bref, à un pragmatisme bien anglo-saxon, K. Nordenstreng, lui, croit nécessaire la recherche d'une théorie générale de la communication qui lui paraît inséparable d'options socio-politiques bien définies.

Citer ce document / Cite this document :

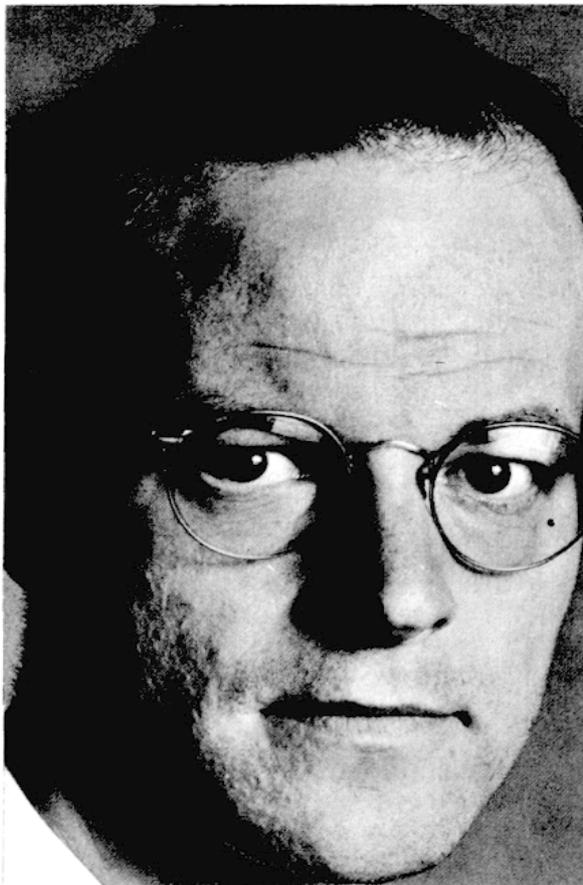
Nordenstreng Kaarle. Les nouvelles tendances de la théorie de la communication. In: Communication et langages, n°28, 1975. pp. 4-16.

doi : 10.3406/colan.1975.4244

http://www.persee.fr/doc/colan_0336-1500_1975_num_28_1_4244

Document généré le 15/10/2015

Communication



Kaarle Nordenstreng

Directeur de programmes pour la jeunesse à la radio finnoise F.B.C. (1962-1963).

Assistant de journalisme et de communications de masse à l'université de Tampere (1965-1967) ; 1^{er} semestre 1966 à l'université du South Illinois (Etats-Unis), dans le cadre d'un programme d'échange entre les deux universités.

Membre d'un groupe de planning à long terme et directeur de la recherche à la radio finnoise F.B.C. (1967-1971).

Professeur de communications (particulièrement radio et télévision) à la Faculté de sciences sociales de l'université de Tampere et directeur de l'Institut de journalisme et de communications de masse (depuis août 1971).

Coprésident du Comité national pour la politique en matière de communication en Finlande (1972).

Président de la Commission sur l'éducation en journalisme en Finlande (1973).

Membre du Bureau d'études sur la recherche en matière

de communication, réuni par l'UNESCO à Paris en avril 1971, à Buenos-Aires en septembre 1972 et à Paris en octobre 1973.

Président de la société Westermarck (association nationale des sociologues finnois) (1971-1972).

LES NOUVELLES TENDANCES DE LA THÉORIE DE LA COMMUNICATION

par Kaarle Nordenstreng

Voici le texte d'une conférence prononcée en anglais par un chercheur finlandais, professeur de communication à l'université de Tampere.

Les lecteurs de « Communication et langages » auront eu la possibilité de prendre connaissance de deux principaux courants animant actuellement les recherches en communication.

Dans le précédent numéro, Jacques Mousseau interrogeait Emile McAnany, responsable du développement international du célèbre Institut de la Communication de Stanford (Californie).

Aujourd'hui, nous publions le point de vue de Kaarle Nordenstreng, l'un des plus brillants représentants de ce que l'on peut appeler l'école scandinave de la communication.

Partant des mêmes prémisses, les deux chercheurs aboutissent à des conclusions pourtant bien différentes.

Les prémisses communes : une certaine désaffection, une certaine méfiance à l'encontre de la psychologie quant à ses apports à une science de la communication ; et cela plus particulièrement à l'égard du behaviorisme et de toute démarche de style positiviste.

Mais alors que cela conduit McAnany à une grande méfiance vis-à-vis de toute théorie générale et de toute politisation, bref, à un pragmatisme bien anglo-saxon, K. Nordenstreng, lui, croit nécessaire la recherche d'une théorie générale de la communication qui lui paraît inséparable d'options socio-politiques bien définies.

La théorie de la communication, comme les recherches en ce domaine, a pour origine le développement des media, en particulier des mass media. Au début du siècle, les études sur la communication de masse n'étaient qu'occasionnelles, réalisées à partir des domaines traditionnels de l'histoire, de la loi, etc. Mais, avec l'accroissement de la diffusion de masse de la presse commerciale et, notamment, des émissions radiophoniques dans les années 1920, les recherches dans le domaine des communications sociales commencèrent à prendre forme, et à se développer.

D'ABORD DES RECHERCHES SUR DES MEDIA PARTICULIERS

Comme en Allemagne, avec la « *Zeitungs-Wissenschaft* » (« Journal scientifique »), ou aux Etats-Unis, avec « *Recherches radio* », la nécessité pour la radio de développer rapidement des émissions commerciales stimula fortement les recherches sur l'écoute radiophonique et fut à l'origine des sondages d'opinion¹. Progressivement, les premières études sur les media particuliers furent remplacées par une visée plus générale sur les mass media. En Allemagne, pendant l'entre-deux-guerres, on assiste à l'apparition de la *Publistick* (science de la communication publique) ; le concept de « recherche en communications » fait son apparition aux Etats-Unis vers la fin des années 1940. (D'une manière bien révélatrice, Paul Lazarsfeld et ses collègues changèrent même le titre de leurs « *Recherches radio* » en « *Recherches en communication* ».)

Depuis la dernière guerre, les recherches sur la communication de masse ne cesseront de s'amplifier en Europe également. Toutefois, leur développement est loin d'égaliser celui des Etats-Unis. En fait, si on la compare avec le développement des sciences en général, et de la sociologie en particulier, la recherche dans le domaine de la communication de masse n'est devenue un sujet d'étude particulièrement en vogue que dans quelques pays (comme dans celui de l'auteur de cet article, la Finlande).

PEU DE RECHERCHES EN EUROPE...

Dans chaque pays, on rencontre seulement une ou deux études de base. Pourtant, si leur quantité rend ces études aisément accessibles, au plan qualitatif, elles présentent une grande variété d'activités, d'approches et de traditions. Elles vont de l'étude de routine sur le public, réalisée pour la presse et les stations radiophoniques, jusqu'aux recherches expérimentales sur les effets des media, aux analyses de contenu et aux différentes sortes de recherches conduites dans le journalisme. Si ces travaux reproduisent plus ou moins les modèles américains, il existe parallèlement une recherche qu'on peut caractériser comme typiquement européenne : il s'agit, par exemple, des écoles sémiologiques et structuralistes (en France et en Italie), des études sur la culture contemporaine (en Grande-Bretagne) et des diverses orientations marxistes (en Europe de l'Est, mais aussi de l'Ouest, surtout en République fédérale d'Allemagne). Actuellement, ce champ passionnant connaît un développement rapide (en particulier à cause de l'intérêt croissant porté aux systèmes de communication) en même temps qu'il traverse une

1. Voir par exemple Herbert I. Schiller : « Aux ordres : quelques courants de la recherche dans la communication de masse aux Etats-Unis », in *Gazette*, 1974, pp. 11-21.

« crise d'identité ». Il en résulte que, sur le plan intellectuel et qualitatif, le domaine américain, en dépit de sa richesse quantitative, pourrait bien se révéler d'une relative pauvreté, comparé au domaine européen.

... MAIS D'UN GRAND INTERET QUALITATIF

Compte tenu de cette variété, il n'est pas possible de donner ici une image fidèle de la sphère européenne tout entière, surtout si on comprend dans l'Europe (comme il est normal de le faire) les pays socialistes. J'essaierai plutôt de survoler les principaux courants de l'orientation théorique, c'est-à-dire que je resterai à l'intérieur du cadre conceptuel dans lequel s'effectue la recherche européenne sur les communications. Je limiterai mon étude à la partie occidentale de l'Europe, car les pays socialistes mériteraient un traitement à part.

En Europe, on ne limite ordinairement pas les recherches sur la communication à l'étude des media, de leurs messages et des processus psychologiques régissant la réception des messages ; on englobe dans leur champ les conditions de vie, matérielles et sociales.

Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, lorsque je recensais les facteurs qui déterminent une bonne réception des programmes d'éducation pour adultes, « on peut avoir très bien » choisi les heures d'émission, la station peut être tout à fait » populaire, les programmes très adaptés aux problèmes de la » vie réelle, le langage très clair, on peut avoir très bien réalisé » l'information promotionnelle et même la mobilisation organi- » sationnelle, rien n'y fera si on s'adresse à un individu grave- » ment défavorisé par son environnement objectif et physique, » et se trouvant ainsi dans un état d'apathie psychologique et » d'aliénation tel qu'il lui manque les motivations générales » pour améliorer et changer sa situation socio-économique² ».

LES PROJETS SCANDINAVES

Cette approche a inspiré les projets scandinaves élaborés au début des années 1970, appelés en Finlande « besoins informationnels des citoyens » et en Suède « lacunes de l'information dans la société ». Les deux projets ont été lancés puis soutenus principalement par des organismes radiophoniques — ce qui donne, incidemment, une indication sur les liens créés par ces institutions de communication de masse entre le champ social et le champ informationnel.

Les bases du projet suédois sont établies par les chercheurs de la façon suivante :

2. Kaarle Nordenstreng : « Définition de l'audience et moyens de l'agrandir », in *Education des adultes par la télévision* (Genève, European Broadcasting Union, 1973, pp. 31-38).

« Les différences existant entre les groupes sociaux, en ce »
» qui concerne l'accès à l'information essentielle et à son utili- »
» sation, constituent un problème dans notre société. (On essaie »
» de définir l'information "essentielle" comme l'information qui »
» rend l'individu capable d'étudier et de comprendre la société »
» dans laquelle il vit, et qui lui permet d'agir sur les conditions »
» de vie quotidiennes.) Ces différences sont en premier lieu »
» fonction de facteurs qui ne dépendent pas du contrôle des »
» mass media, comme la structure de la société, le statut écono- »
» mique et social des divers groupes et individus, leurs capaci- »
» tés personnelles, etc. »
» Même ainsi, le rôle effectif et potentiel des mass media ne »
» doit pas être jugé "a priori". Selon la manière dont ils sont »
» contrôlés et utilisés — en termes de politique, aux niveaux de »
» la programmation et de la production — les media peuvent »
» sans aucun doute contribuer soit au développement, soit à la »
» réduction des lacunes de l'information³. »

Le projet finlandais sur les besoins informationnels des citoyens comporte les mêmes aspects et met l'accent sur les mécanismes socio-économiques : d'une part, le bien-être matériel et mental est lié à un comportement actif vis-à-vis de l'information ; d'autre part, la pauvreté matérielle et mentale l'est à un comportement passif vis-à-vis de l'information.

NIVEAU DE VIE ET QUANTITE D'INFORMATIONS

Le projet a été soumis à une commission gouvernementale chargée d'étudier la qualité de la vie en Finlande. Selon cette commission, les différences enregistrées dans le niveau de vie, à cause du processus d'accumulation, deviennent plus importantes que les différences constatées dans chaque composante isolée de ce même niveau de vie. Par son analyse du mécanisme de l'inégalité sociale, la commission a mis en lumière les mécanismes de ségrégation dans la société : la réduction des contacts entre privilégiés et défavorisés restreint les champs d'opération informationnel et social des deux groupes, permettant aux privilégiés de jouir de leurs avantages avec bonne conscience et conduisant les défavorisés à se satisfaire de leur sort. Remarquons que les études sociologiques et les statistiques officielles, jusqu'à ces dernières années, ont dégagé largement ces mêmes grandes lignes.

Les résultats empiriques d'une étude sur ce thème faite sur une échelle nationale permettent de vérifier l'existence du cercle vicieux suivant : ceux qui sont déjà bien informés sont les plus ouverts à de nouvelles connaissances et les plus

3. « Sveriges Radio (Swedish Broadcasting Corporation) », in *Bulletin de recherches sur l'audience et les programmes*, n° 43, 1973.

capables de se procurer une information pertinente, tandis que les sujets les moins bien informés, c'est-à-dire les sujets défavorisés sur le plan socio-économique, sont passifs et incapables de dire où trouver une information pertinente ; en outre, ce second groupe ne considère pas l'information et la connaissance comme particulièrement importantes.

LES BESOINS OBJECTIFS ET SUBJECTIFS D'INFORMATIONS

Le projet opère une distinction, essentielle sur le plan théorique, entre les besoins objectifs et subjectifs en information. Cette distinction, cependant, n'a pas été jugée suffisante pour soutenir un sondage d'opinion qui aurait enregistré les besoins et les désirs informationnels tels qu'ils sont subjectivement perçus ; en outre, il était nécessaire de dresser un tableau exhaustif des conditions de vie objectives du répondant et de ses possibilités d'action sociale. Il s'agissait de considérer le comportement informationnel d'un individu (besoins subjectifs) comme inhérent à l'ensemble de ses conditions de vie et de son environnement social (besoins objectifs). Exprimés dans ces termes, il est évident que c'est parmi les classes les plus défavorisées de la population que les besoins objectifs en information sont le moins satisfaits et que c'est dans ces mêmes groupes laissés à l'écart de la fortune, tant matérielle qu'informationnelle, qu'on trouve la plus grande différence entre les niveaux subjectif et objectif du besoin d'information. Les « nantis » n'ont objectivement pas beaucoup de besoins informationnels insatisfaits, et pourtant ils éprouvent subjectivement un désir informationnel beaucoup plus grand que les défavorisés — qui précisément ont des besoins informationnels objectivement criants.

Outre la ségrégation sociale, le système socio-économique emploie divers mécanismes qui tendent à maintenir à un niveau assez bas les besoins subjectifs d'information. A ce propos on peut comparer l'importance du concept d'idéologie dominante bourgeoise à un filtre agissant même sur la perception personnelle du monde d'un individu, et infléchissant ou bloquant son processus de perception de la réalité. La fonction « de facto » de l'impact des mass media est considérée comme un support général de cette idéologie, support qui repose sur une incorporation à long terme de certaines valeurs implicites et sur une fragmentation du message qui empêche plutôt qu'elle n'aide l'individu à édifier une vue globale de la réalité objective.

Le projet finlandais, tout comme le projet suédois, peut être compris aussi bien comme un exercice de sciences politiques ou de sociologie générale que comme une étude sur la communication : le problème est d'étudier les conditions actuelles et

potentielles d'une égalité sociale et d'une démocratie de participation. En conséquence, on veut éviter d'adopter un strict point de vue de spécialiste de la communication et choisir au contraire une perspective très large, avec une gamme étendue de facteurs socio-économiques (objectifs) interférant avec des phénomènes de communication (subjectifs). Dans ce contexte, les moyens de communication de masse sont étudiés comme des variables plutôt dépendantes qu'indépendantes.

ON PART DU SYSTEME GLOBAL POUR ETUDIER LA COMMUNICATION

On peut dire qu'une telle approche n'innove pas dans la tradition de la recherche sur la communication. Toutefois, un examen attentif révèle que le cadre théorique utilisé habituellement dans ces études diffère de ceux qui étaient utilisés autrefois. Les facteurs sociaux considérés vont bien au-delà des considérations primaires qui prévalaient dans les anciennes études ; maintenant, on prend la structure économique de la société — le « système total » — comme point de départ, et non tel ou tel groupe plus ou moins bien défini.

En fait, lorsqu'on a dépassé le stade limité des media et qu'on s'attaque à une recherche globale sur la communication de masse, on découvre un autre stade : d'une approche encore étroite, centrée autour des media (considérés comme séparés de la société), on parvient à une approche plus large où les media sont considérés seulement comme des parties inhérentes à un mécanisme idéologique général — et sont souvent appelés « dispositifs idéologiques ». Et l'on considère en général que ce mécanisme, conçu comme une fonction sociale et culturelle, avec des effets potentiels sur la conscience des individus, a un caractère dominant, c'est-à-dire qu'il introduit dans la conscience des éléments qui n'en feraient pas partie spontanément mais qui ne sont pas rejetés non plus, dans la mesure où ils sont partagés par l'ensemble de la communauté culturelle.

De cette manière, le concept de « conscience de masse », introduit en même temps que le traditionnel concept d'« opinion publique », se présente non seulement comme la somme ou la moyenne d'une série de consciences individuelles (un phénomène au microniveau) mais aussi comme un phénomène social (au macroniveau), relativement indépendant des individus. C'est la raison pour laquelle j'ai intitulé un récent article décrivant l'état d'esprit actuel sur la communication en Scandinavie « Des mass media à la conscience de masse »⁴. On peut même dire

4. Chapitre encore inédit, chez George Gerbner (éditeur) : *Courants actuels de la communication de masse* (Mouton, à paraître).

que ce domaine, après avoir récemment conquis son identité, a commencé son évolution, à partir de cette orientation, de la communication de masse vers une science sociale générale, c'est-à-dire l'économie politique de la société, d'une part, et une étude générale de la culture, d'autre part.

A ce point précis, on peut observer un dilemme dans l'orientation théorique que j'ai décrite : d'une part, ce sont les conditions matérielles de vie et les structures socio-économiques qui paraissent fondamentales pour décrire et expliquer les phénomènes de communication ; d'autre part, il semble que l'accent est mis sur les processus idéologiques et manipulateurs qui interviennent au niveau de la conscience de masse ou, en général, au niveau de la culture contemporaine. L'origine philosophique de ces niveaux et leur compatibilité méthodologique posent de sérieuses questions.

L'APPROCHE OCCIDENTALE DE LA COMMUNICATION

En fait, un débat fécond se déroule en Europe sur l'importance relative des facteurs matériels et idéologiques dans la théorie de la communication. Il n'est pas surprenant que ce débat prenne place dans le contexte plus vaste des sciences sociales en général : il ne s'agit en fin de compte de rien moins que de la vraie nature de la société.

Il est reconnu que l'orientation occidentale en sociologie a nettement refusé le concept matérialiste de la société centré sur les facteurs structurels ; elle a, au contraire, édifié un modèle de société fondé sur les interactions individuelles et de groupe, c'est-à-dire, fondamentalement, sur les processus de communication. Une telle orientation a facilité, entre autres, une confusion conceptuelle entre les relations de pouvoir et celles de communication, confusion répandue dans la pensée dominante occidentale, et qui tend à réduire les antagonismes objectifs du pouvoir à de simples complications linguistiques. On remarquera aisément qu'une vision semblable de la société présente une utilité politique certaine dans le contexte de l'économie capitaliste, lorsque, par exemple, des perturbations dans les relations industrielles peuvent être expliquées à l'aide de notions comme « bruit sémantique » et lorsqu'on peut répondre à des pressions inclinant vers la démocratie industrielle par l'emploi de mesures pour « faciliter la diffusion de l'information ». Dans cette tradition, la démocratie politique est « de facto » réduite à un phénomène susceptible d'être principalement délimité au plan idéologique : la politique se joue ordinairement dans la conscience des individus et seulement de manière exceptionnelle dans les relations plus fondamentales de pouvoir dans la société (dans des situations révolutionnaires).

L'APPROCHE MARXISTE DE LA COMMUNICATION

Cette approche en sciences sociales s'est de plus en plus trouvée confrontée à une approche strictement matérialiste, inspirée par les marxistes-léninistes classiques ; cette dernière ajoute les structures socio-économiques matérialistes aux processus d'interaction et aux phénomènes de conscience (de masse) qui y sont liés, et, de plus, elle affirme que ces structures doivent être prises comme des facteurs primaires lorsqu'on explique le comportement individuel et social. Dans cette optique, ce sont les structures socio-économiques, c'est-à-dire les conditions matérielles de la production dans la société, ou encore, sous un autre genre, les forces productives et les relations de production avec des institutions sociales et économiques correspondantes qui déterminent les relations entre les individus (par exemple, les conditions de la propriété). La nature de ces structures est matérielle, même si, dans la pratique, elles peuvent surtout opérer au moyen de communications symboliques (et, dans ce sens, immatérielles).

En conséquence, l'apparition des recherches modernes sur la communication prônant une approche sur le plan social et dotées de nouveaux concepts s'est produite dans un contexte très délicat — on pourrait même dire dans une situation explosive. Paradoxalement, beaucoup de ceux qui avaient sincèrement l'impression d'avoir préconisé une méthode d'approche ouverte avec le concept d'une communication de masse considérée comme un processus social et le concept de mass media considérés comme institutions sociales se sont souvent retrouvés parmi les traditionnels « interactionnistes », que des matérialistes plus orthodoxes ont accusés d'être uniquement des versions modernisées des anciens « psychologisants » et « idéologisants » du phénomène social. En fait, la même critique est adressée à certains représentants éminents des écoles « gauchistes » en France et en Allemagne, comme Louis Althusser et Jürgen Habermas. Et, comme c'est typique dans les débats en sciences sociales en Europe, la critique et la contre-critique s'accompagnent de positions politiques, qui cataloguent souvent sous l'étiquette de déviationnistes « droitiers » nombre de ces chercheurs qui se considèrent pourtant eux-mêmes comme « progressistes » et que les standards nord-américains classeraient parmi les « gauchistes », si ce n'est parmi les « ultra-marxistes ».

UN DEBAT THEORIQUE QUI SE REVELERA FECOND

Ce débat, quelles que soient son acuité et son amertume pour ceux qu'il concerne directement, se révélera certainement très bénéfique pour ce domaine de recherches, non seulement en ce

qui concerne la communication mais aussi pour l'étude des phénomènes sociaux et culturels en général. En premier lieu, ce débat garantit que le champ de recherches ne retombera pas dans une conception étroite de la communication, mais continuera à être orienté sociologiquement. En second lieu, un semblable climat dans un débat scientifique élimine les risques de ce qu'on pourrait appeler une « réforme petite-bourgeoise », c'est-à-dire une réorientation superficielle ne mettant pas en question les conceptions théoriques fondamentales. Comme exemple de ce genre de dangereuses « demi-approches », on peut citer les études sur la structure économique de l'industrie des media et les évaluations critiques des contenus des media (s'intitulant fréquemment, de manière assez ambitieuse, exercices « d'économie politique de la communication de masse »), lorsqu'elles ne sont pas assorties d'une théorie conceptuelle intégrant les processus socio-économiques. En troisième lieu, le débat contraint la recherche, dans ce domaine traditionnellement très éclectique, à entreprendre et à expliciter une analyse de ses bases théoriques et philosophiques. Enfin, le débat sur la nature de la communication et sur les recherches en ce domaine est une bonne chose, parce que, dans plusieurs sciences sociales traditionnelles, se manifeste une tendance à « découvrir » le concept de communication et, par suite, à reconstruire leurs propres théories en termes de communication humaine.

Naturellement, il n'y a rien de sacrilège en soi dans les tentatives faites par les domaines traditionnels pour intégrer à leur appareil théorique (souvent très pauvre) les concepts et les découvertes de la communication et de la théorie de l'information. Mais, dans la tradition occidentale, il y a un risque potentiel de transformer la communication en un phénomène magique, aisément susceptible d'occuper une position dominante dans de nombreux domaines de l'art et de la science (de la littérature à l'économie), ce qui obscurcirait et occulterait le statut de l'art dans ces domaines, plutôt qu'il le clarifierait et le ferait avancer.

Un participant allemand au débat sur la nature de la communication et de la recherche dans ce domaine s'est adressé, en termes amers, à la fois aux chercheurs modernes qui ne tiennent pas compte des éléments matériels, et à ceux que le concept de communication a fascinés au point d'en faire l'élément primordial de la nature humaine et, de ce fait, de le mystifier complètement : « La tendance générale à tout expliquer à l'aide de la communication... ne relève pas de la science, mais de l'idéologie. Mais comme il n'y a pas un seul des objets de la recherche en communication qui soit essen-

» tiellement composé de communication, la communication
» devient un fétiche, qui non seulement n'explique plus rien,
» mais même perturbe grandement⁵. »

Il est clair à présent que tous ces développements et débats ne sont certainement pas isolés de la marche générale des sciences sociales et des sciences de l'homme, pas plus que des schémas changeants du système socio-politico-économique global. J'aimerais, pour conclure, exposer les tendances non seulement européennes mais plus universelles dans ce domaine. En fait, je voudrais suggérer que l'actuelle réorientation effectuée dans la recherche en communication de masse presque partout en Occident (c'est-à-dire dans le monde capitaliste) se caractérise précisément par les mêmes tendances que la pensée européenne actuelle. Des tendances générales significatives peuvent simplement devenir encore plus visibles dans des situations européennes (et, en particulier, en Scandinavie).

DEUX COURANTS DOMINANTS

On peut ramener le courant général dans la recherche en communication à deux tendances en étroite relation mutuelle :

- une tendance globale,
- une tendance politique⁶.

L'approche globale semble impliquer deux aspects secondaires, à savoir :

- a) l'accent mis sur l'analyse des processus qui recouvrent simultanément différents stades de la communication,
- b) l'accent mis sur l'analyse du contexte, qui lie le phénomène particulier de la communication à des ensembles socio-politico-économiques plus vastes.

On peut aisément relever dans ces tendances un désir de rupture avec la tradition positiviste-behavioriste. En termes de philosophie des sciences, c'est exactement ce revirement du positivisme vers l'antipositivisme qui se présente comme le point crucial de l'actuelle réorientation de la recherche en communication — tout autant, d'ailleurs, que de la prétendue crise des sciences sociales occidentales en général.

Dans le contexte actuel, il est particulièrement important de remarquer les implications du positivisme dans le domaine politique. La notion cruciale du positivisme (que le débat philosophique appelle la « guillotine de Hume ») veut qu'on ne puisse déduire de « ce que sont les choses » « ce qu'elles devraient être ». Les finalités de l'activité sociale sont considérées

5. Karl Held : *Kommunikations Forschung : Wissenschaft oder Ideologie ? Materialien zur Kritik Einer neuen Wissenschaft* (Munich, Carl Hanser Verlag, 1973, p. 184).

6. Unesco : *Propositions pour un programme international de recherches en communication* (COM/MD/20, 1971, p. 6).

comme volontaires et subjectives, et les choix réellement importants, placés, par définition, hors de portée de la connaissance objective. En conséquence, la recherche et la politique sont absolument séparées l'une de l'autre, et les valeurs s'en trouvent fortement relativisées.

De son côté, l'antipositivisme affirme qu'une étude des lois objectives des processus sociaux, au sens le plus large du terme, peut se faire à partir des finalités sociales basées sur des faits objectifs. Ces finalités sociales — « ce que les choses devraient être » — peuvent être déduites, au moins pour une bonne part, des lois qui régissent les processus sociaux orientés vers des objectifs à atteindre, une fois que ces processus ont été mis à jour. Ainsi, la recherche et la politique ne peuvent ni ne doivent être distinctement séparées.

A ce stade, on peut se demander pourquoi s'est produite une telle réorientation dans les sciences sociales en général, et dans la recherche en communication en particulier. Quels sont les facteurs culturels et sociaux déterminants derrière ce « mouvement » ? Dans le cadre de cette analyse, un seul facteur sera examiné, dont l'importance toutefois semble fondamentale à l'auteur de cet article. Il s'agit du développement historique des sociétés occidentales industrialisées, qui a rendu le contrôle idéologique de la conscience de masse de plus en plus difficile — et, de ce fait, encore plus vital pour le système socio-économique à maîtriser. En dépit de la propagande qui influe sur les individus à travers toutes les institutions établies — et le mécanisme de segmentation de l'enseignement et de la communication de masse n'en est pas le moindre — une partie de la population demeure insatisfaite ; de plus en plus, ce qui est également significatif, on doit tenir compte d'éléments nouveaux, comme les étudiants qui refusent d'absorber ce qui leur est véhiculé globalement par les institutions en place, dont les mass media.

LE BESOIN DE CONTROLE ET DE MANIPULATION SOCIALE

Il ne s'agit pas de discuter ici les raisons de cette restriction à la spontanéité, ni de s'élever contre les mécanismes manipulateurs de la société ; il suffit seulement de remarquer qu'il y a dans la réalité sociale concrète quelque chose qui « éclate » au-delà de toute manipulation. De ce fait, les méthodes traditionnelles de contrôle idéologique s'étant révélées inadéquates, on a dû s'employer à trouver des moyens plus efficaces pour atteindre la façon de penser des masses. D'où l'importance accordée actuellement à la « compréhension des messages », à l'« audience passive », etc. Ces nouvelles orientations dans les procédés de communication de masse (comprenant les activistes de la « participation des citoyens ») sont indispensables

à l'ordre social établi pour maintenir à long terme son contrôle mental et matériel sur l'ensemble de la population. De même, au plan des sciences sociales, les forces sociales ont dû transformer de façon objective la tradition positiviste en visée plus globale. Il ne suffit plus de contribuer à la manipulation par des études conséquentes et des théories qui laissent dans l'ombre de nombreux aspects significatifs des développements sociaux, en particulier ceux qui sont à l'origine de perturbations et de potentialités révolutionnaires, il est devenu peu à peu d'une importance vitale de prendre en compte la réalité sociale, en y incluant le processus de communication de masse, et cela d'une manière plus authentique, dans une macroperspective.

Et cette prise en considération n'est pas la résultante d'un souci académique mais d'un intérêt naissant, socialement déterminé, pour les systèmes de communication⁷. Il est reconnu que l'établissement de politiques systématiques et de planification à long terme est absolument indispensable au développement objectif du système socio-économique. En conséquence, la nécessité d'une politique et d'une planification dans le domaine de la communication dérive non seulement d'un besoin de contrôle idéologique mais encore d'une tendance générale vers des processus socio-économiques plus cohérents. Toutes ces pressions ont créé une rupture dans la tendance positiviste qui décrivait les finalités et les objectifs reliés à une politique comme « non scientifiques ». Les sciences sociales occidentales, dans leurs recherches sur la communication, se sont rapprochées du concept marxiste de « sciences sociales ».

Mais la situation philosophique et politique est loin d'être simple. Dans les termes de la présente analyse, on peut considérer la nouvelle approche de la communication, ainsi que l'intérêt grandissant qui lui est porté, comme le reflet de cette même tendance fondamentale, qui veut rajeunir le mécanisme de l'ordre social établi et, de cette manière, affermir le statu quo. De ce fait, un chercheur « progressiste » se trouve placé dans une situation paradoxale : quelle que soit la position qu'il soutienne subjectivement, ses services sont largement canalisés, dans le contexte socio-économique donné, au bénéfice de l'ordre social établi. Toutefois, ce processus n'est certainement pas déterminant — devenir défaitiste serait une autre forme d'« ultra-gauchisme » — et il demeure toujours une certaine liberté d'action dans la scientifique tradition comme dans le développement social en général.

Kaarle Nordenstreng.

7. Voir, par exemple, Unesco : *Rencontre des experts en communication et programmation* (COM/MD/24, 1972) et Ishiel de Sola Pool : « le Développement des recherches sur les politiques de communication », in *Journal des communications* (1974, p. 31-42).